De l'obligation de se soumettre aux lois.

Puisqu'il n'est pas un seul gouvernement au monde que l'on puisse regarder comme légitime, l'obéissance aux lois n'est-elle pas plutôt une affaire de calcul que de devoir ? Mais ne brisons pas les faibles liens qui nous unissent les uns aux autres ; les maux de l'anarchie seraient pires encore que ceux du despotisme. Sans doute, tous les États ont été fondés par la violence, le meurtre, le brigandage, et l'autorité n'eut d'abord d'autres titres que la force. Pour la rendre moins odieuse, on a travaillé à la rendre moins tyrannique : déjà on cherche à la rendre moins partielle, et peut-être viendra-t-il un jour où elle ne sera plus employée qu'au bien général. Voyons donc, dans l'état actuel des choses, ce qui peut rendre obligatoire l'obéissance aux lois.

Faites abstraction de toute espèce de violence, et vous trouverez que le seul fondement légitime de la société est le bonheur de ceux qui la composent. Les hommes ne se sont réunis en corps que pour leur intérêt commun ; ils n'ont fait des lois que pour fixer leurs droits respectifs, et ils n'ont établi un gouvernement que pour s'assurer la jouissance de ces droits. S'ils renoncèrent à leur propre vengeance, ce fut pour la remettre au bras public ; s'ils renoncèrent à la liberté naturelle, ce fut pour acquérir la liberté civile ; s'ils renoncèrent à la communauté primitive des biens, ce fut pour en posséder en propre quelque partie. À la génération qui fit le pacte social, succède la génération qui le confirme ; mais le nombre des membres de l'État change sans cesse. D'ailleurs, lorsqu'on n'a pris aucune mesure pour prévenir l'augmentation des fortunes particulières, par le libre cours laissé à l'ambition, à l'industrie, au talent, une partie des sujets s'enrichit toujours aux dépens de l'autre, et que par l'impuissance de disposer de ses biens en faveur des étrangers qu'au défaut des héritiers naturels, les richesses doivent bientôt s'accumuler dans un petit nombre de familles.

Il se trouve donc enfin dans un état une foule de sujets indigents, qui laisseront leur postérité dans la misère. Sur une terre partout couverte de possessions d'autrui et dont ils ne peuvent rien s'approprier, les voilà donc réduits à périr de faim. Or, ne tenant à la société que par ses désavantages, sont-ils obligés d'en respecter les lois ? Non, sans doute ; si la société les abandonne, ils rentrent dans l'état de nature ; et lorsqu'ils revendiquent par la force des droits qu'ils n'ont pu aliéner que pour s'assurer de plus grands avantages, toute autorité qui s'y oppose et tyrannique, et le juge qu'ils condamne à mort n'est qu'un lâche assassin.

S'il faut que, pour se maintenir, la société les forces de respecter l'ordre établi, avant tout, elle doit les mettre à couvert des tentations du besoin. Elle leur doit donc une subsistance assurée, un vêtement convenable, une protection entière, des secours dans leurs maladies et des soins dans leur vieillesse : car ils ne peuvent renoncer à leurs droits naturels qu'autant que la société leur fait un sort préférable à l'état de nature. Ce n'est donc qu'après avoir rempli de la sorte ses obligations envers tous ses membres qu'elle a le droit de punir ceux qui violent ses lois.

Développons ces principes en les appliquant à quelques cas particuliers relatifs un délit fort commun ; délit qui, plus que tout autre, semble attaquer la société, mais dont la punition doit presque toujours révolter la nature. Il n'est aucun délit qu'on ait représenté sous plus d'aspects différents que le vol ; aucun dont on se soit fait de plus fausses idées. Tout vol suppose le droit de propriété : mais d'où dérive ce droit ? L'usurpateur le fonde sur celui du plus fort, comme si la violence pouvait jamais établir un titre sacré. Le possesseur le fonde sur celui du premier occupant : comme si une chose nous fut justement acquise pour avoir mis les premiers la main dessus. L'héritier le fonde sur celui de tester, comme si l'on pouvait disposer en faveur d'un autre de ce qui n'est pas même à soi. Le cultivateur le fonde sur son travail : sans doute le fruit de votre travail vous appartient ; mais la culture exige le sol, et à quel titre vous appropriez-vous à un coin de cette terre qui fut donnée en commun à tous ses habitants¹ ?

Ne sentez-vous pas que ce n'est d'après une égale répartition du tout qu'on pouvait vous assigner votre quote-part ? Encore, après ce partage, n'auriez-vous droit sur le fonds que vous cultivez, qu'autant il est absolument nécessaire à votre existence ? Direz-vous que le nombre des habitants de la Terre changeant sans cesse, ce partage devient impossible ? Mais en est-il moins juste pour en être impraticable ? Le droit de posséder découle de celui de vivre : ainsi, tout ce qui est indispensable à notre existence est à nous, et rien de superflu ne saurait nous appartenir légitimement, tandis que

d'autres manquent du nécessaire. Voilà le fondement légitime de toute propriété, et dans l'état de société et dans l'état de nature.

Ce n'est pas là, je le sais, la décision du barreau ; mais c'est celle de la raison. Laissez ergoter les juristes, et dites-nous ce que vous auriez de raisonnable à répondre à un malheureux qui tiendrait, à ses juges ce discours.

« Suis-je coupable ? Je l'ignore ; mais ce que je j'ignore pas, c'est que je n'ai rien fait que je n'aie du faire. Le soin de sa propre conservation est le premier des devoirs de l'homme ; vous-mêmes n'en connaissez point au-dessus : qui vole pour vivre, tant qu'il ne peut faire autrement, ne fait qu'user de ses droits. »

« Vous m'imputez d'avoir troublé l'ordre de la société. Hé, que m'importe cet ordre prétendu, qui toujours me fut si funeste ! Que vous prêchiez la soumission aux lois, vous à qui elle assure la domination sur tant de malheureux : le moyen d'en être surpris ! Observez-les donc ces lois, puisque vous leur devez votre bien-être : mais que dois-je à la société, moi qui ne la connais que par ses horreurs. Et ne me dites pas que tous ses membres, jouissant des mêmes prérogatives, peuvent en tirer les mêmes avantages : le contraire n'est que trop évident. Comparez votre sort au nôtre ; tandis que vous coulez tranquillement vos jours au sein des délices, du faste, des grandeurs ; nous sommes exposés pour vous aux injures du temps, aux fatigues, à la faim ; pour multiplier vos jouissances, ce n'est pas assez d'arroser la terre de notre sueur, nous l'arrosons encore de nos larmes : qu'avez-vous donc fait pour mériter d'être aussi heureux à nos dépens ? »

« Infortunés que nous sommes, si du moins il y avait un terme à nos maux ! mais le sort du pauvre est irrévocablement fixé ; et sans quelque coup du hasard, la misère est le lot éternel du misérable. Qui ne connaît les avantages que la fortune assure à ses favoris ? Ils ont beau n'avoir ni talents, ni mérite, ni vertus, tout s'aplanit devant eux au gré de leurs souhaits. C'est au riche que sont réservées les grandes entreprises, l'équipement des flottes, l'approvisionnement des armées, la gestion des revenus publics, le privilège exclusif de piller l'État : c'est au riche que sont réservées les entreprises lucratives, l'établissement des manufactures, l'armement des vaisseaux, les spéculations de commerce. Il faut de l'or pour amasser de l'or : quand il manque, rien n'y supplée. Même dans les classes les moins élevées, c'est pour l'homme aisé que sont les professions honnêtes, les arts de luxe, les arts libéraux ; mais c'est pour le pauvre que sont les métiers vils, les métiers périlleux, les métiers dégoûtants : telle est l'aversion vouée à la pauvreté ; qu'on la repousse de toutes parts, et que partout on encourage ceux qui n'ont pas besoin d'encouragement. Enfin, quand le pauvre bornerait son ambition à gagner de quoi vivre, encore faut-il du superflu pour apprendre quelque profession. »

« Il fallait travailler, direz-vous : cela est bientôt dit, mais le pouvais-je ? Réduit à l'indigence par l'injustice d'un voisin puissant, en vain ai-je cherché un asile sous le chaume : arraché de la charrue par la cruelle maladie qui me consume, et à charge au maître que je servais, il ne me resta pour subsister que la ressource de mendier mon pain : cette triste ressource même est venue à me manquer. Couvert de haillons et couché sur la paille, chaque jour j'étais l'affligeant spectacle de mes plaies ; quel coeur s'est ouvert à la pitié ! j'avais beau implorer assistance, quelle main charitable est venue à mon secours ! Désespéré par vos refus, manquant de tout, et pressé par la faim, j'ai profité de l'obscurité de la nuit pour arracher d'un passant un faible secours que sa dureté me refusait ; et parce que j'ai usé des droits de la nature, vous m'envoyez au supplice. Juges iniques ! souvenez-vous que l'humanité est la première des vertus, et la justice la première des lois. Au récit de vos cruautés, les cannibales eux-mêmes frémiraient d'horreur : barbares ! baignez-vous dans mon sang, puisqu'il le faut pour assurer vos injustes possessions ; au milieu des tourments que je vais endurer, mon unique consolation sera de reprocher au ciel de m'avoir fait naître parmi vous. »

Hommes justes, je vois couler vos larmes, et je vous entends crier d'une commune voix : QU'IL SOIT ABSOUS. Oui, sans doute il doit l'être ; et combien le méritent encore plus ! Je le dis hautement : presque partout le gouvernement lui-même force les pauvres au crime, en leur ôtant les moyens de subsister. Il est tel pays où dès que la récolte manque le laboureur se voit ruiné pour toujours ; s'il n'a de quoi payer les impôts dont il est accablé, on lui enlève impitoyablement jusqu'à la paille de son lit. Ainsi, réduit à la mendicité par les exactions des traitants, révolté de la dureté des riches, éconduit de toutes parts, et désespéré par les cris de ses enfants qui lui demandent du pain, il n'a d'autre ressource que d'aller attendre les passants au coin d'un bois.

Non content d'avoir dépouillé le pauvre, on l'oblige encore de verser son sang pour défendre les possessions du riche, sous prétexte de défendre l'État² ; et souvent, par ces enrôlements forcés, on enlève à une femme son époux, à des enfants leur père : en arrachant ainsi à une malheureuse famille celui qui en était le soutien, que d'infortunés en proie aux horreurs de l'indigence ! Viennent-ils à dérober de quoi apaiser leur faim ou couvrir leur nudité, c'est par une nouvelle atrocité que le gouvernement répare la première ; on les livre à un tribunal de sang ; on les condamne à mort sans pitié : puis, ajoutant l'insulte à l'outrage, on les force de s'avouer criminels, et d'encenser l'inhumanité de leurs tyrans. Inhumains que nous sommes ! à l'ouïe des actes de cruauté exercés par les sauvages contre leurs ennemis, nous frémissons d'horreur, nous crions à la barbarie ; et de sang-froid, nous exerçons contre nos malheureux frères des atrocités plus révoltantes encore³. Ah ! ne parlons plus d'humanité, ou abrogeons nos lois sanguinaires.

C'est peu de ne pas punir les malheureux du mal que nous les forçons de commettre ; réparons nos injustices, ou cessons de rien exiger de ceux que nous opprimons de la sorte. Eh ! que pourraient-ils devoir à leurs oppresseurs ? Loin d'être obligés d'en respecter les ordres, ils doivent à main armée revendiquer contr'eux les droits sacrés de la nature.

Mais quoi ! faudra-t-il autoriser le vol, et ouvrir la porte à l'anarchie ? Nulle industrie, ou la propriété est incertaine. Qui voudrait cultiver la terre, si un autre devait moissonner : les champs resteraient donc en friche ? Les arts ne seraient pas cultivés non plus, si l'ouvrier n'était sûr du fruit de son travail ; et le commerce serait anéanti, si l'on pouvait disputer au marchand la matière première qu'il a fait employer. Quel homme même s'aviserait d'épargner aujourd'hui ce qu'il courrait risque de perdre demain ? Et quel homme se résoudrait à prendre femme, s'il craignait de ne pouvoir nourrir ses enfants : ainsi la terre serait bientôt un vaste désert, et la société ne subsisterait plus. - Mais la société elle-même ne mérite de subsister qu'autant qu'elle fait le bonheur du genre humain ; et peut-on douter que la multitude n'y soit toujours sacrifiée au petit nombre. Quel sort que celui du bas peuple ! Il voit dans l'État une classe d'hommes heureux, dont il ne fait point partie ; il trouve la sûreté établie pour eux, et non pour lui ; il sent que leur âme peut s'élever, et que la sienne est contrainte de s'abaisser sans cesse ? Que dis-je ! travaux, périls, privations, jeûne, mépris, insultes, outrages de toute espèce : voilà le sort affreux qui l'attend. - Mais dit-on, puisque les avantages de la société sont réservés aux riches, que le pauvre travaille à acquérir l'opulence qui les procure. Y songez-vous ? Né de parents qui n'ont pu lui donner que le vil métier qu'ils avaient eux-mêmes, quelle profession prétendez-vous qu'il exerce ? - Il en est mille qui n'exigent que des bras. - Quand cela serait, encore faut-il qu'il trouve à les employer : il a beau frapper à toutes les portes, trop souvent il n'éprouve que refus. Ainsi, privé par nos injustices des douceurs de la vie, il n'a pas même l'espoir de pouvoir se nourrir. - Faudra-t-il donc faire plus d'aumônes ! - Mieux que cela : osons élever ici notre voix en faveur de l'humanité, et proposer un établissement utile. Dans un gouvernement bien ordonné il ne faut point souffrir de mendiants, sous quelque prétexte que ce soit ; car ils sont toujours à Charge à l'État. Les aumônes qu'on leur fait ne servent qu'à les entretenir dans le vice : d'ailleurs, n'est-il pas scandaleux de permettre que des fainéants emploient ce qu'il y a de plus sacré au monde, pour extorquer d'un passant de quoi soutenir leur malheureux train de vie.

On a senti le mal : mais qu'a-t-on fait pour y remédier ? On traite les mendiants en vagabonds, et on les enferme. Mauvaise politique : je n'examinerai pas si le gouvernement a le droit de les priver ainsi de leur liberté ; mais j'observerai que ces maisons de force où on les tient, ne peuvent se soutenir qu'aux dépens du public, et que l'esprit de paresse qu'elles nourrissent doit toujours augmenter la pauvreté générale, au lieu de remédier à la pauvreté particulière. Hé bien ! quel remède ? Le voici ; ne nourrissez pas les pauvres dans l'oisiveté, occupez-les, mettez-les à même de se procurer, par leur travail, ce qui leur manque ; qu'on leur fasse apprendre quelques métiers, et qu'ils vivent en hommes libres : ce qui nécessite l'établissement de plusieurs ateliers publics où ils soient reçus.

Dans les pays qui conservent les biens de l'église, n'en laisser qu'une partie convenable aux ordres religieux et aux bénéficiaires, serait ôter à une multitude d'ecclésiastiques les moyens de mener une vie peu édifiante, de décharger d'un grand fardeau ceux qui vivent chrétiennement : répartir l'autre portion par petits lots aux citoyens indigents, serait rendre aux pauvres leur patrimoine, et en former des sujets utiles.

Quelque bien administrés que fussent les revenus de l'église, et quelque considérable que fût le nombre des pauvres secourus ; il vaudrait encore mieux n'avoir point de pauvres à secourir.

A l'égard des bénéfiques sans fonctions, il faudrait réduire les titulaires à une pension médiocre, les forcer au travail, les charger de l'instruction publique dans les villes et villages, et rendre utile à l'État une foule de fainéants qui vivent dans l'oisiveté et le scandale.

Il ne suffit pas d'occuper le pauvre, il faut l'instruire : comment remplira-t-il ses devoirs, s'il les ignore ? quel frein opposera-t-il à de funestes penchants, s'il ne prévoit les malheurs qu'ils traînent à leur suite ? Examinez ceux dont la vie est la plus criminelle, ce sont presque toujours des hommes qui n'ont reçu aucune éducation. Combien s'abandonnent aux vices, qui se fussent distingués par leurs vertus, s'ils eussent été nourris des leçons de la sagesse ; qu'il y ait donc des écoles gratuites où l'on instruisse le pauvre. - Mais les fonds nécessaires à ces établissements⁴ ? Qu'ils soient levés sur des gens aisés, particulièrement sur des gens riches ; qu'on en donne la direction à quelque homme de bien, et qu'un magistrat intègre en ait l'inspection.

A l'aide de cet établissement, que de malheureux délivrés des tentations du besoin ; que de coupables de moins à punir ; que de membres utiles rendus à la patrie ! Avec ces nouveaux sujets, les terres seront mieux cultivées, les manufactures s'étendront, l'abondance régnera, le commerce acquerra de nouvelles branches, les forces de la nation s'accroîtront, et l'État prospérera. - Mais, à la nouvelle de cet établissement, le pays ne sera-t-il pas inondé par les pauvres des pays voisins ? Admettons qu'ils accourent en foule ; sachant à quelle condition vous les recevez, aucun ne se présentera s'il n'aime le travail : et où serait le mal d'acquérir une multitude de sujets utiles⁵ ? Après tout, si on craignait d'en être surchargé, qui empêche de les arrêter aux frontières ? Je sais que les établissements que je propose trouveront bien des obstacles, et je n'ose espérer de voir de sitôt finir les abus auxquels ils pourraient remédier ; car tant que les princes ne voudront commander qu'à des esclaves, il leur faudra pour sujets et des riches corrompus par les délices, et des pauvres avilis par la misère. Mais je ne l'ai pas oublié, c'est pour des hommes libres que j'écris.

Jean-Paul Marat, *plan de législation criminelle*, 1780.

¹ Quel que soit l'objet de la possession, les conséquences sont les mêmes ; car les hommes, tous assujettis par la nature aux mêmes besoins, et tous pétris du même limon, apportent tous au monde les mêmes droits : des biens de la terre, chacun ne peut donc avoir en propre que sa quote-part.

² Il semble qu'en tous lieux le législateur ait perdu pour les pauvres jusqu'au moindre sentiment d'humanité. Faut-il en être surpris ? il n'est pas le compagnon de travail des malheureux, qui ne sont que l'instrument de son luxe et de son orgueil.

³ En Suisse, pays si vanté pour la douceur du gouvernement, un pauvre famélique n'est-il pas condamné au pilori, et traité comme un scélérat, pour avoir cueilli un fruit dans une vigne ou un verger ?

⁴ Chez une nation commerçante, il est rare qu'il n'y ait pas quelque branche de commerce qui souffre, quelque manufacture dont les ouvriers se trouvent sans occupation ; c'est de ce fond pareillement qu'on tirera les secours dont ils ont besoin.

⁵ Il serait bien étrange, que dans un pays où il y a tant de terres incultes, on se plaignit d'acquérir des hommes propres à les cultiver.